

LE

# PHARE DU LITTORAL

COURRIER DE NICE ET DES ALPES-MARITIMES

PARAISANT TOUS LES MATINS SANS EXCEPTION



## ABONNEMENTS

6 fr. par trimestre pour les Alpes-Maritimes, le Var et les Basses-Alpes  
8 fr. 25 pour les autres départements  
On peut s'abonner pour un mois, pour deux mois, pour un trimestre, pour un semestre ou pour l'année

## BUREAUX

## RÉDACTION

Descente de la Caserne, 1, au premier étage

## ADMINISTRATION

Dans la même maison, au rez-de-chaussée

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

## INSERTIONS

Annonces : 25 c. la ligne — Avis-Divers : 50 c.  
15 insertions donnent droit à un rabais de 20 p. 0/0  
On traite aussi à forfait.

Le PHARE DU LITTORAL publie les Annonces légales et judiciaires, Avis de Société, etc., etc.

Voir à la troisième page les résultats connus des élections législatives qui ont eu lieu hier.

Nice, le 1<sup>er</sup> février 1879

Les journaux des divers partis monarchiques sont décontenancés par la rapidité des événements et par le calme au milieu duquel la transmission des pouvoirs s'est accomplie. Ils ont prédit pendant si longtemps que la retraite du maréchal de Mac-Mahon serait le signal d'une foule de calamités, qu'ils avaient fini par croire qu'il ne pourrait en être autrement, et ce qui arrive leur cause un étonnement dont le spectacle ne laisse pas d'être amusant :

Eh ! oui, M. de Mac-Mahon a donné sa démission ; elle a été acceptée ; les Chambres réunies en Congrès ont élu un président de la République. Tout cela s'est passé en quarante-huit heures ; les fonds publics sont en hausse, la France n'a jamais été plus tranquille et plus confiante. Rien ne pouvait mieux démontrer le peu de valeur des prédictions dont on nous rompt la tête.

La journée du 30 janvier est venue réduire au silence les monarchistes les plus obstinés qui osaient encore dire que la France n'est pas mûre pour la liberté. Ce jour là, à l'exception d'un petit nombre, tous les visages ont reflété une véritable satisfaction, et le pays a reçu la récompense qui lui était due pour sept années de patience et de résistance légale.

On peut dire que les vieilles traditions révolutionnaires sont bien réellement mortes. Avec la République, la transmission des pouvoirs s'opère sans trouble, sans effusion de sang, sans gêne aucune pour les affaires ; un fonctionnaire s'en va, un

autre le remplace, et tout est dit. Ce qui vient de se passer ralliera sans doute à la République les citoyens de bonne foi qui la redoutaient encore, parce qu'ils n'en comprenaient pas suffisamment le régime.

On voit maintenant à quoi ont abouti tous les efforts des incorrigibles ennemis de la démocratie : ils se sont ligués pour mettre la nation sous la domination d'un chef de l'Etat maréchal de France ; celui-ci devait, au premier mouvement d'impatience ou de mécontentement qui se serait manifesté, tirer son grand sabre, supprimer la République et rétablir l'une ou l'autre des dynasties déchues.

Qu'est-il arrivé ? Le pays fort de son droit, calme et patient, est resté dans la légalité, n'a point fourni de prétexte pour tirer contre lui le fameux sabre, et le maréchal a dû se résigner à quitter un poste qui, pour lui, n'était plus tenable, réduisant ainsi à néant toutes les espérances qu'avaient conçues ceux qui comptaient sur lui pour aider au rétablissement d'un empire ou d'une royauté. La déroute est-elle assez complète ?

Depuis quatre-vingts ans, à travers mille vicissitudes, la France lutte contre le pouvoir personnel. Pour la première fois, ce pouvoir est vaincu sans bataille, sans trouble dans les esprits, par la seule force des institutions établies. La date du 30 janvier doit prendre place parmi les plus glorieuses de notre histoire car elle a des droits à la reconnaissance nationale. Elle renoue la grande tradition parlementaire de 1789.

La démocratie laborieuse, trempée par près d'un siècle de luttes et d'épreuves, a aujourd'hui des représentants pénétrés d'un même esprit, visant tous au même but ; l'accord va régner entre les pouvoirs

publics. Elle pourra donc enfin suivre le cours de ses destinées, puisqu'elle n'aura plus d'autre loi que sa volonté.

Le gouvernement républicain, libre de toute entrave, va pouvoir élaborer les réformes attendues et avancer avec sagesse dans la carrière du progrès. Le règne des désœuvrés est fini, celui des travailleurs commence ; nous avons la conviction qu'il sera fécond et glorieux.

V. H.

## UN PRÉSIDENT CIVIL

Certes, les hautes qualités de M. Jules Grévy, son honnêteté, sa droiture incontestée et incontestable, la fermeté de ses principes, sa modération, son expérience des affaires publiques, ont bien leur prix et ne sont pas pour peu de chose dans la satisfaction générale qu'a causée son élévation à la dignité de Président de la République.

Le vote d'hier est sans contredit, un légitime hommage rendu à l'homme intègre que tout le monde estime, — même ses adversaires.

Cet hommage est ratifié par l'immense majorité de la nation. Nous n'en voulons pour preuve que ces mots prononcés, hier au soir, dans une rue populeuse, par un ouvrier revenant du travail avec un compagnon : « Tout autre que Jules Grévy n'eût pas fait mon affaire. Lui, c'est un vrai républicain, modéré mais solide, sur qui l'on peut compter. Nous avons de la tranquillité pour quelques années. Et puis, je suis content que l'on n'ait pas mis encore un militaire à la tête du gouvernement. »

Ainsi, ce brave homme, parlant sans fard et sans précautions oratoires, ne se sachant à coup sûr pas entendu par nous, trouvait un motif de satisfaction dans cette circonstance que le nouveau président était un civil.

Eh bien ! — pourquoi hésiterions-nous à l'avouer ? — c'est cela aussi qui nous réjouit le plus dans l'élection d'hier. Il est bon que l'on se fasse à l'idée de voir le plus haut représentant de la souveraineté nationale autrement qu'affublé d'un panache et armé d'un grand sabre. Que de fois n'avons-nous pas entendu des gens, fort honorables mais singulièrement timorés, proclamer comme un article de foi la nécessité pour le chef de l'Etat de porter des épaulettes et des bottes éperonnées d'or ! Il semblait, à les écouter, qu'un général fût seul capable, grâce à l'ap-

puir qu'il devait trouver dans l'armée, de garantir la sécurité des citoyens.

Un simple particulier, dont le plus beau titre est la considération universelle dont il jouit, prend en main aujourd'hui les rênes du gouvernement. C'est donc sept années de présidence civile que nous avons devant nous. Lorsque, au bout de ce laps de temps, M. Jules Grévy déposera le pouvoir intact, avec autant de simplicité qu'il l'aura reçu, on sera obligé de reconnaître que la République est non pas seulement fondée, mais naturalisée en France, et que la France en est digne.

(Télégraphe)

## Le National dit :

Le patriarche Joseph, expliquant le songe de Pharaon, lui apprenait que les vaches maigres dévorant les vaches grasses représentaient, pour l'Egypte, sept années de misère succédant à sept années de prospérité. Plus heureux que les sujets du monarque africain, nous pouvons aujourd'hui compter sur sept ans de tranquillité et de concorde : les trois pouvoirs sont pour longtemps en harmonie, et la République est partout installée.

## M. Gambetta président de la Chambre

Le Temps assure que M. Gambetta, loin de chercher dans la présidence de la Chambre une sorte de mise en non-activité honorifique et temporaire entend y déployer les qualités d'initiative qui lui sont propres.

On le dit décidé beaucoup moins à présider qu'à diriger la Chambre dans l'ordre éminemment fécond des travaux législatifs, financiers et économiques qui sollicitent en ce moment l'attention des pouvoirs publics.

Gambetta veut être, ajoute-t-on, et sera l'homme des affaires après avoir été l'homme de la politique militante.

On parle toujours du retour des Chambres à Paris. L'opinion générale est que, sans modifier la Constitution, on pourrait, en vertu de simples résolutions, siéger au Corps législatif à Paris, tant que la majorité de la Chambre se prononcerait dans ce sens.

Or, il y a gros à parier que cette proposition ne rencontrerait même pas d'opposition dans les rangs de la droite, dont fort peu de membres habitent Versailles.

On assure que ce soir même M. Gambetta viendrait occuper l'hôtel de la présidence, quai d'Orsay.

La question sera certainement résolue sous peu.

## BULLETIN DE L'INTÉRIEUR

Paris, le 31 janvier

Le Message. — Il y aura un Message du président aux Chambres.

Ce Message sera communiqué lundi matin par